

VU DANS LES MÉDIAS BELGES EN JUIN 2025

La médiatisation constante d'Israël et de la région Moyen-Orient obligent à se concentrer sur les événements les plus importants. L'analyse portera sur des articles retenus à titre d'exemples pour chaque thématique.

1- Des chiffres morbides

Le Moyen et le Proche-Orient sont passés de poudrières à volcans, dans un contexte d'aggravation des tensions. L'attaque de l'armée israélienne du 13 juin, qui a dans un premier temps éliminé les responsables iraniens [Hossein Salami, Mohammad Bagheri, Ali Shamkhani et Gholam Ali Rashid](#), a reçu des ripostes journalières, exposant la population civile israélienne à des dommages humains et matériels accrus. Côté iranien, Tsahal vise des installations militaires ou des individus impliqués dans l'acquisition de la bombe atomique. Pendant ce temps, la situation de la population gazaouie reste des plus précaires.

Les chiffres possèdent des valeurs dénotatives et connotatives. Un premier exemple, l'article dans [Le Soir du 21 juin](#), qui se clôture de la façon suivante : "Côté iranien, la guerre a fait plus de 400 morts et 3.056 blessés, en majorité des civils, a indiqué samedi le ministère de la Santé. L'ONG américaine Human Rights Activists News Agency (HRANA) a fait état d'au moins 657 morts. Les tirs iraniens en riposte sur Israël ont fait 25 morts, selon les autorités". Les chiffres tractent une représentation de précision, de scientificité solide. Mais comment échapper à leur valeur morale lorsqu'ils sont mobilisés dans un texte comme cet extrait, qui met en symétrie deux contextes qui ne le sont pas ? En effet, la finalité rhétorique est présente, puisque l'énoncé ne met pas en lumière les cibles iraniennes (civiles) et israélienne (militaires), l'efficacité du dôme de fer israélien ainsi que des abris présents sur tout l'espace urbain dans ce pays. La comparaison chiffrée aboutit à poser l'Iran en victime absolue (voir dernière partie de cette veille).

Deuxième exemple, cet article du [19 juin dans *Le Soir*](#) qui mentionne “chaque jour, la défense civile de Gaza fait état de nouveaux massacres : onze personnes tuées mercredi à Nousseirat, près d’un site de distribution ; au moins 53 morts et 200 blessés mardi 17 juin à Khan Younès, après une émeute autour d’un camion transportant de la farine, etc. L’armée a reconnu, dans une déclaration, avoir tiré sur ce « rassemblement » et dit « examiner les détails de l’incident ».”. On peut s’interroger sur la mention de chiffres visant à dorer l’image du journal : argument d’autorité émanant d’experts, ils sont incontestables... même quand ils proviennent de sources parfois douteuses, ou d’autorités ne sachant pas les justifier, comme dans l’exemple de l’armée qui évoque un “rassemblement”. Le mot *massacre* n’est pas neutre. Il s’inscrit dans cette volonté d’insinuer qu’Israël commet un génocide.

L’usage de chiffres empêche les destinataires de visualiser des humains et des situations : la comptabilité est déshumanisante, même quand elle cherche à rendre compte de faits. Il est important de noter que les noms d’otages dont les corps sont rapatriés en Israël bénéficient de désignation quasi systématiquement, comme dans cet article de [La Libre du 11 juin](#). Celui des Palestiniens est tellement élevé, en plus de l’absence de journalistes internationaux sur place, que leur sort en devient indicible.

2- Actes antisémites / antisionistes : un recensement en juin 2025

2.a. Attaque dans le Colorado

Plusieurs personnes ont été blessées lors d’une manifestation pour la libération des otages dans le Colorado le 2 juin, ont rapporté [ces articles](#) dans [Le Soir](#). De 8h44 à 10h57, le journal a publié ces deux articles sur le sujet, mais les chiffres ne correspondent pas (6 blessés contre 8). La rédaction préfère s’attarder sur les réactions des responsables politiques israéliens — qu’elle tient à distance en les encadrant de guillemets (« Israël dénonce un acte antisémite favorisé par "les médias"») — plutôt que d’analyser en profondeur les circonstances concrètes de l’acte en question.

2.b Vandalisme à Paris

Dans son édition du 3 juin, [La Libre](#) revient sur des actes de vandalisme visant des lieux juifs à Paris. Il rapporte que des "mains rouges" — un symbole potentiellement lié au lynchage de soldats israéliens à Ramallah en 2000 — ont été interprétées par les services de sécurité comme une opération d’ingérence menée par des individus russophones. Rien n’est moins sûr. Cette analyse sémiotique rappelle combien certains signes visuels, désormais codifiés, permettent d’identifier des actes à caractère antisémite, en leur donnant une portée symbolique et politique.

2.c. Posters / chasse aux juifs à Bruxelles

C'est par une contribution externe dans [La Libre le 23 juin](#) que l'on peut s'informer sur ce qui ressemble à une chasse aux juifs à Bruxelles. Dans son article, Daniel Rodenstein, chercheur associé à l'Institut Jonathas, établit un parallèle entre les affiches placardées dans les rues de Bruxelles — portant la mention “He/She lobbies for the genocide” accompagnée de portraits de résidents bruxellois — et les campagnes d'affichage menées par les nazis dans les années 1930, soulignant des procédés similaires. Selon ses mots, “des personnes qui n'ont commis ni crime ni délit ne devraient pas être exposées à la curiosité ou à la haine dans l'espace public”. Cette campagne illustre la décomplexion totale de l'antisémitisme, dans sa forme banalisée d'antisionisme radical : les auteurs revendiquent leur action, adresse à l'appui.

2.d. Le boycott culturel d'Israël s'accroît avec l'arrivée de l'été

Le boycott d'un festival — tel que rapporté dans [Le Soir du 5 juin](#) — en raison de liens institutionnels ou politiques avec Israël, au nom de la dénonciation de crimes de guerre ou d'un génocide allégué, s'inscrit dans une démarche politique. Dès [le 4 juin, le même journal](#) mentionnait également les pressions exercées à l'encontre de membres du groupe Radiohead, pourtant appelant à la retenue et à la nuance. Le ciblage récurrent d'Israël, ainsi que des individus associés à ce pays — de manière directe ou indirecte — soulève la question d'un traitement différencié dans l'espace médiatique. La scène culturelle belge ne fait pas exception, avec un article publié par [Le Soir le 4 juin, une carte blanche dans le même journal le même jour](#) et un festival *Musiques pour Gaza* le 8 juin. Dans ce contexte, les éventuels glissements de ces discours vers des expressions d'antisémitisme, explicites ou sous-jacentes, appellent une attention critique et constante.

2.d. Le “Festival Résistance” à St Gilles

Dans cette perspective, notre attention se porte sur le festival “Résistance”, organisé du 6 au 8 juin à Saint-Gilles, qui a suscité une réaction marquée du bourgmestre Jean Spinette. Celui-ci a vivement critiqué certaines performances du programme, faisant, selon ses termes, “l'apologie du terrorisme” (reporté par [La Libre](#), tandis que [Le Soir](#) évoque dans son titre un “appel à la violence”). Cet événement met en lumière la palestination de la société civile et en particulier de la scène culturelle belge.



La scène interroge les autorités sur une possible apologie du terrorisme. ©Capture d'écran/Emilie Akiko

3. La médiatisation des dénonciations contre Israël

Plusieurs actions de contestation citoyenne visant la politique israélienne ont marqué le mois de juin. Parmi les plus médiatisées figurent la flottille à laquelle ont pris part l'activiste climatique Greta Thunberg et la députée Rima Hassan, la marche internationale en direction de Gaza, ainsi qu'une manifestation organisée autour du mot d'ordre "Une ligne rouge" à Bruxelles. Centrées exclusivement sur la situation palestinienne — au détriment d'autres crises, comme celles affectant le Congo ou le Soudan — ces mobilisations expriment la centralité absolue de la question palestinienne en Belgique. La Palestine est un marqueur identitaire d'une portion de la population belge.

Le bateau suscite quatorze articles au total entre les deux journaux étudiés, du [4 juin](#) la médiatisation de son départ jusqu'au retour à la case départ le [12 juin](#). C'est quatre fois plus que les articles dédiés à la crise humanitaire au Soudan sur la même période. On observe que les journaux, en relayant des productions discursives sans recul critique, finissent par s'y conformer, jusqu'à neutraliser toute critique éditoriale. L'opération, pourtant largement médiatique, est ainsi rapportée sans analyse, comme l'illustre cet énoncé du journal [Le Soir du 6 juin](#) : "depuis une semaine, un navire de la Coalition de la flottille pour la liberté a mis le cap vers Gaza pour y apporter de l'aide humanitaire". La critique, dans ce contexte, émerge par l'introduction d'autres voix, parfois satiriques ou ouvertement hostiles, à l'instar de la déclaration de Georges-Louis Bouchez relayée dans [La Libre](#) : "Le bateau humanitaire Madleen avec Greta Thunberg, c'est du show... Ils avaient assez de farine pour faire des crêpes à une kermesse scolaire."

Autre action de contestation, la marche vers Gaza ("Global Marche to Gaza", qui regroupe 6 articles) en Egypte, à laquelle 4000 ressortissants de diverses nationalités ont essayé de prendre part, malgré les avertissements quant à la dangerosité ou l'impossibilité concrète ou administrative d'une telle initiative. Au-delà de la difficulté d'organisation du mouvement ([La](#)

[Libre](#) parle d'une "logistique très décentralisée"), les articles ont tous employé la même formule : "Après 20 mois de guerre, Israël fait face à une pression internationale croissante pour autoriser davantage d'aide à Gaza afin de pallier les pénuries généralisées de nourriture et produits de première nécessité". Cette initiative s'est doublée d'une autre, portée par des acteurs maghrébins et nommée "Soumoud" ("caravane" de solidarité). Les deux initiatives se sont achevées dans une certaine confusion, marquée à la fois par leur échec opérationnel et par une gestion autoritaire de leur fin. Non seulement les ressortissants occidentaux impliqués ont été expulsés, mais les autorités égyptiennes ont également veillé à empêcher toute dispersion du mouvement sur leur territoire, invoquant des préoccupations liées à l'ordre public. Par ailleurs, une éventuelle fuite de Gazaouis vers le Sinaï aurait contredit la position officielle du Caire, qui, depuis le début du conflit, maintient la fermeture de sa frontière avec Gaza — soit de manière volontaire, soit sous contrainte.

Enfin, [le 15 juin Le Soir](#) a publié deux articles titrant : "Des milliers de manifestants à Bruxelles pour former une « ligne rouge » contre la guerre à Gaza (photos)" et "Marée rouge d'une ampleur inédite à Bruxelles contre « le génocide en cours » à Gaza" pour rendre compte de la manifestation dans la capitale, le même jour. Si l'usage de guillemet autour du terme "génocide" permet de poser une distance sur les termes illustrant la guerre en cours, cette posture critique ne s'étend pas aux photos publiées, comme en témoigne le cliché suivant. On peut y lire qu' "Israël a franchi les lignes rouges depuis 77 ans", date de sa création, ce qui implicitement lui refuse le droit d'exister. L'absence d'interprétation ou d'explication du journal ne permet pas à l'audience de faire la part des choses.



Copyright Reuters

4. Israël commet-il un génocide ?

Le président de l'Institut Jonathas, Joël Kotek, a été interviewé pour un article du journal *Le Soir*, publié le 7 juin, titrant "[Israël, état génocidaire à Gaza ? comment la terrible accusation a pris consistance](#)", rédigé par Baudouin Loos (un journaliste qui manque de recul critique et de neutralité journaliste) et Pauline Hofmann, cheffe du pôle international. Ils y enquêtent sur l'usage de l'accusation de génocide contre Israël, dans le contexte de la guerre à Gaza depuis octobre 2023. L'article adopte une ligne éditoriale clairement accusatoire, multipliant les sources à charge, sans véritablement offrir de contrepoints juridiques ou diplomatiques. Aucun expert en droit international humanitaire défendant une autre interprétation n'est cité. Il en résulte un déséquilibre dans le traitement du sujet. De plus, le titre pose une question mais l'ensemble du texte tend à y répondre affirmativement sans attendre le verdict judiciaire — oubliant que seule la CIJ peut qualifier un acte de génocide. Ainsi, sous couvert d'un travail d'enquête et de témoignages d'experts, l'article milite ouvertement pour la reconnaissance d'un génocide en cours à Gaza, en s'appuyant sur des éléments factuels et déclaratifs. Il reflète une opinion forte, mais omet les principes fondamentaux de la prudence juridique, notamment la présomption d'innocence des États et la complexité de la preuve d'intention.

5. Descriptions de l'attaque israélienne en Iran

5.a. Les titres du 13 juin

Il faudra environ 24h pour que les deux journaux annoncent une "guerre" — comme dans ce titre de *Le Soir* le 14 juin : [Guerre Israël-Iran : le monde anesthésié](#). Sur la seule journée du 13 juin, Israël est dépeint comme puissant, actif, stratégique : « [Rising Lion](#) » (reprise du titre donné par Israël à l'opération, une métaphore héroïque ou martiale), « [Israël met à exécution la menace](#) », « [attaque israélienne](#) », « [procède à des frappes](#) ». La position défensive est justifiée dans certains cas : « [Israël défend son offensive](#) », « [l'Iran a franchi des lignes rouges](#) ». L'Iran est décrit de façon passive ou victime d'attaques : « [frappes israéliennes sur l'Iran](#) », « [le régime iranien menacé dans son existence même](#) ». Cependant le régime iranien est aussi représenté comme menaçant, dangereux, illégal : « [L'Iran lance des missiles](#) », « franchi des lignes rouges », « [programme nucléaire de l'Iran](#) ». Le régime est personnalisé, diabolisé (figures tuées nommément, souvent qualifiées de « hauts responsables » du régime, sans nuance). Les verbes traduisent des dynamiques violentes, stratégiques ou dramatiques. Incluant Israël comme agent : *attaque, procède, défend, met à exécution, entretient, frappe, fait regretter*. Alors que l'Iran : *riposte, franchit, lance, menace, tue, active (passif défensif)*. De la part de la France, la Belgique et la communauté internationale on observe : *participe, appelle, réagit, fait le point* — des verbes peu actifs, souvent secondaires.

Certains titres emploient des adjectifs sensationnalistes et/ou subjectifs, qui chargent le discours de façon dramatisante : « inédite et meurtrière » (sur l'opération israélienne); « historique » (attaque israélienne); « massive » (attaque); « extrêmement préoccupant » (tournant); « nouvelle spirale infernale »; « saisie par des foules islamistes ». Ces adjectifs accentuent l'urgence, le caractère exceptionnel ou tragique, parfois dans un ton alarmiste. Les adjectifs ou expressions neutres ou informatifs sont plus rares : « un premier bilan », « ce que l'on sait », « principaux membres tués ». Les titres renforcent la binarité narrative qu'on connaît depuis le 7 octobre, au sein de laquelle Israël configure seul et quasiment *ex nihilo* les dynamiques régionales, l'Iran étant un régime menaçant, mais surtout une victime. Les pays occidentaux assistent passivement à la montée en violence, expriment leurs émotions et tentent de gérer le conflit sans grand impact. Le langage utilisé accentue l'émotion (angoisse, sidération, inquiétude) à travers des verbes d'action militaire et des adjectifs sensationnels, ce qui oriente la réception des faits vers une lecture dramatique et polarisée.

5.b. Le portrait d'Ali Khamenei

[Deux articles](#), de style argumentatif, entérinent un portrait ambivalent de l'ayatollah. D'abord, il est dépeint comme leader religieux absolu, il est désigné comme « guide suprême », incarnation de la théocratie iranienne, garant de la doctrine du velayat-e faqih, omnipotent, silencieux, autoritaire. Cette représentation peut être perçue de façon négative, dans la mesure où en Europe occidentale, la majeure partie des pays ont séparé le pouvoir religieux du pouvoir politique, et qu'il s'agit même d'une forte base idéologique. L'homme est décrit comme vieillissant, au pouvoir sans légitimité solide : il a été « promu à la hâte », avec un « bagage théologique jamais remarquable ». Par ailleurs, il est perçu comme un stratège manipulateur dans l'ombre, le confinant presque à la sphère du complot : il « s'acoquine avec les Gardiens de la révolution », il « contrôle tout », avec un style de gouvernance de type « main de fer ». Ces éléments en font un antagoniste conceptuel du monde occidental, l'ayatollah devenant symbole d'un régime radical, brutal, misogyne, répressif, comparé à Hitler par Israël et indirectement sauvé par Trump — une construction de tyran oriental menaçant mais en déclin. Mais, il est aussi portraituré comme victime d'une tentative d'assassinat et de blessures, ce détail humanise momentanément la figure, créant un bref contraste avec le portrait autoritaire dominant.

Face à lui, Trump est décrit comme involontairement son « sauveur », instigateur d'un « cessez-le-feu » accepté par Khamenei. Les journaux rapportent le discours déshumanisant de Netanyahu, montré comme un acteur belliciste et radical, prêt à « éliminer la tête du serpent ». La société civile est largement montrée comme totalement anéantie par la personne de Khamenei et son régime, dans une dynamique de rébellion en passe de devenir un réel bouleversement. L'opinion publique iranienne n'est jamais mise en valeur, même si

les portraits de leurs dirigeants expriment en filigrane les tentatives, en amont de la guerre, de faire tomber le régime.

6. Deux caricatures

Voici enfin deux caricatures qui méritent notre intérêt, dans la mesure où elles insinuent qu'Israël commet un génocide. La première est l'oeuvre de Kroll, et a été publiée le [14 juin](#) dans [Le Soir](#):



Et la seconde publiée initialement en novembre 2024 dans [La Libre](#)

IL FAIT CHAUD...

